

LES EUROPEENS ET LA QUESTION DE L'ENTREE DE LA TURQUIE DANS L'UNION EUROPEENNE

Récemment publiés

» N°102 : *Les frontières du front : analyse sur la dynamique frontiste en milieu péri-urbain*

» N°101 : *Le pessimisme des Français en question*

» N°100 : *Les fermetures de sites industriels : quel impact sur le vote FN ?*

» N°99 : *Pourquoi la Bretagne s'enflamme ?*

» N°98 : *Le positionnement politique des Gays après la promulgation de la loi sur le mariage pour tous*

» N°97 : *Cantonale partielle de Brignolles : la poussée frontiste fait sauter les verrous*

» N°96 : *L'opinion et l'intervention en Syrie : de l'opposition au mécontentement*

» N°95 : *L'électorat de l'UDI : plus proche de l'UMP ou du Modem ?*

» N°94 : *2009-2013 : Le Front de Gauche à l'épreuve des urnes*

» N°93 : *Réforme de la justice : les attentes des Français*

» N°92 : *Front du Nord, Front du Sud*

» N°91 : *L'opinion publique face aux violences urbaines : une demande de sévérité accrue*

» N°90 : *Les Français et l'Europe : un divorce en trompe-l'œil*

» François Hollande se rendra les 27 et 28 janvier en Turquie dans le cadre d'une visite d'Etat. A quelques mois des élections européennes de mai prochain, ce déplacement officiel du Président de la République, le premier depuis un voyage de François Mitterrand en 1992, risque de relancer le débat sur l'entrée de ce pays dans l'Union européenne.

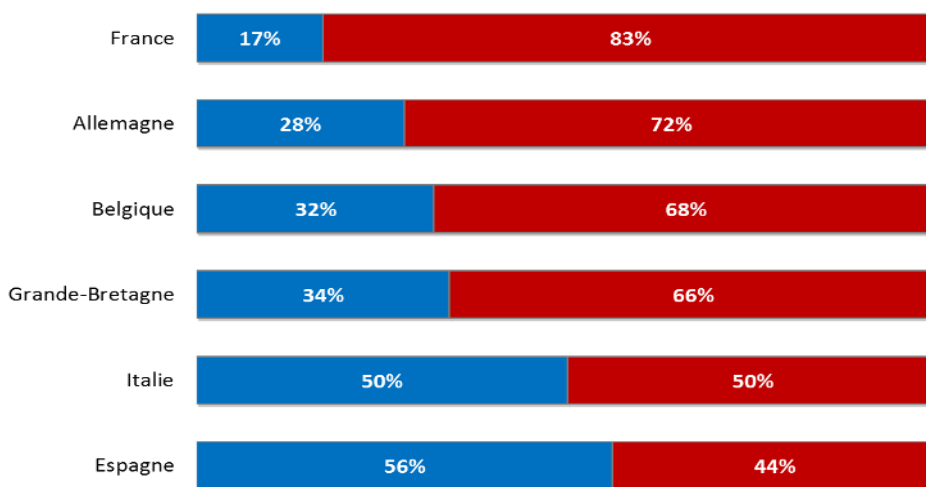
Quel est l'état de l'opinion publique européenne sur ce dossier ? Quels sont les clivages à l'œuvre et comment a évolué l'opinion française sur ce sujet au cours des dernières années, telles sont les questions que nous aborderons dans ce nouveau numéro de notre série Ifop Focus.

1. Opposition massive au Nord, adhésion au Sud

Les résultats de notre sondage réalisé dans différents pays européens¹ pour *Valeurs Actuelles* indiquent que l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne est rejetée par la majorité des opinions publiques européennes. Comme le montre le graphique suivant, c'est en France que l'opposition est la plus forte : 83 % des Français y sont hostiles tout comme 72 % des Allemands, 68 % des Belges et 64 % des Britanniques. Les Italiens sont parfaitement partagés (50-50 %) quand une majorité des Espagnols se déclare en faveur de l'entrée de la Turquie dans l'UE (56 % contre 44%).

L'adhésion à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne

Question : Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ?



Des enquêtes menées il y a quelques années avaient déjà montré que les pays méditerranéens étaient nettement mieux disposés à l'égard de l'entrée de la Turquie que les nations du nord de l'Europe, comme si l'argument de la distance culturelle portait moins dans les Etats du Sud (pourtant à forte identité catholique). Ainsi, en novembre 2004², le rapport favorables/opposés s'établissait à 65 % contre 18 % en Espagne³ et 49 % contre 24 % en Italie alors qu'il était de 33 % contre 55 % en Allemagne et de 32 % contre 67 % en France.

On peut également émettre l'hypothèse que ces derniers sont moins sensibles à l'idée selon laquelle l'arrivée de la Turquie dans l'Union Européenne se traduirait par un déséquilibre économique supplémentaire au sein de l'Europe, les différences de niveaux de vie et de développement économique avec la Turquie apparaissant sans doute moins importants que dans les pays se vivant comme plus riches.

Il est intéressant de souligner que ce clivage entre les pays du sud et du nord de l'Europe se retrouve au sein même des opinions publiques espagnole et italienne. Ainsi, dans le sud de l'Espagne, région la plus pauvre, on est favorable à 61 % à l'entrée de la Turquie contre 51 % dans le nord de la péninsule, économiquement plus dynamique. En Italie, 58 % des habitants du sud (le Mezzogiorno) y sont favorables contre 39 % seulement de leurs homologues du Nord-Est (correspondant à la Vénétie et à la Lombardie), l'opposition à l'entrée de la Turquie étant donc davantage le fait des régions ou des nations les plus

¹ Sondage Ifop, réalisé par internet du 7 au 14 janvier 2014 auprès d'un échantillon représentatif de 4879 personnes, représentatif de la population française, allemande, britannique, belge, italienne et espagnole.

² Sondage Ifop pour *Le Figaro*, réalisé par téléphone du 25 novembre au 3 décembre 2004 auprès d'un échantillon représentatif de 4813 Européens

³ La différence entre la somme de ces deux nombres et 100, correspondant au score des « sans opinion »

« nanties », soucieuses de ne pas avoir à payer et à financer la mise à niveau économique d'un nouvel Etat-membre.

2. Des clivages générationnels et politiques qui traversent les frontières

Parallèlement à cette fracture, on constate également que, quel que soit le pays, l'adhésion à ce projet varie fortement selon l'âge. Les jeunes générations sont plus « ouvertes » que le seniors, beaucoup plus réfractaires.

Un fort clivage générationnel sur l'adhésion à l'entrée de la Turquie dans tous les pays

Pays	18-34 ans	65 ans et +	Ecart
France	30 %	13 %	- 17 points
Allemagne	35 %	23 %	- 12 points
Belgique	45 %	24 %	- 21 points
Grande-Bretagne	43 %	20 %	- 23 points
Italie	58 %	43 %	- 15 points
Espagne	67 %	50 %	- 17 points

De la même façon, dans tous les pays étudiés, les électeurs de droite sont plus opposés à l'entrée de la Turquie que les sympathisants de gauche, moins attachés au cadre national et moins rebutés par le multiculturalisme.

Dans tous les pays, des électeurs de droite plus réfractaires que ceux de gauche à l'adhésion à l'entrée de la Turquie

Pays	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite	Ecart
France	19 %	7 %	- 12 points
Allemagne	33 %	25 %	- 8 points
Belgique	39 %	35 %	- 4 points
Grande-Bretagne	44 %	26 %	- 18 points
Italie	59 %	41 %	- 18 points
Espagne	69 %	43 %	- 16 points

Même si les électeurs de gauche semblent mieux disposés concernant ce projet, on constate qu'hormis en Espagne et en Italie, une majorité des sympathisants de la gauche socialiste ou sociale-démocrate⁴ est opposée à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne dans les quatre autres pays étudiés. Les sympathisants des sensibilités les plus à gauche affichent un niveau d'approbation plus élevé en France (40 % au Front de Gauche contre 19 % au PS), mais ni en Allemagne (32 % pour *die Linke* contre 33 % pour le SPD) ni en Espagne : 66 % parmi les proches d'Izquierda Unida contre 69 % auprès de ceux du PSOE.

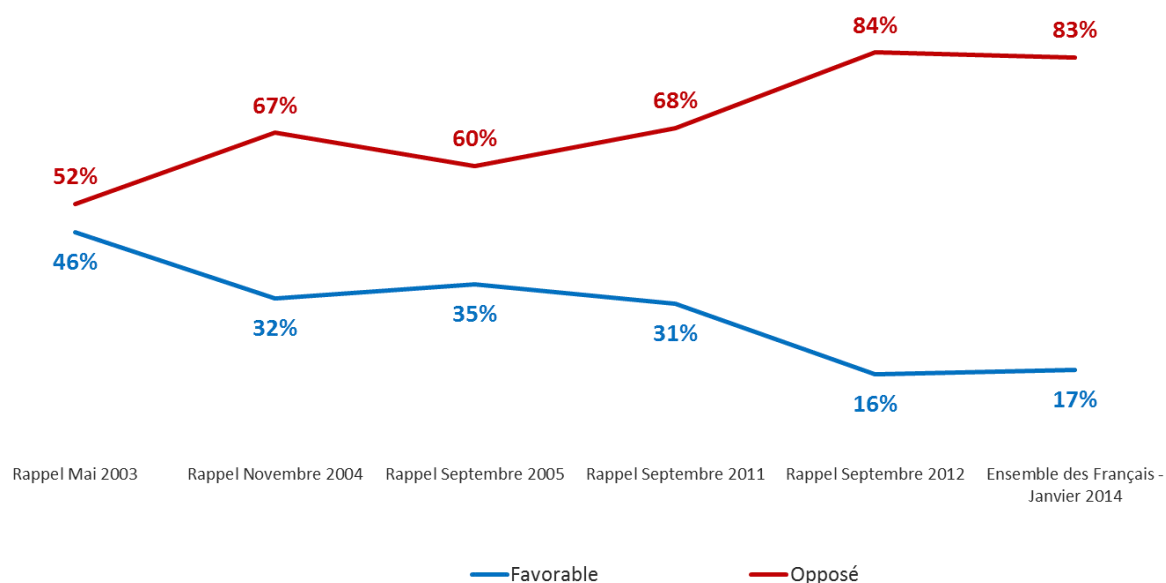
3. Une opinion publique française qui s'est radicalisée sur le sujet

⁴ Les chiffres présentés dans ce tableau n'intègrent pas les sensibilités plus à gauche

Quand on compare les résultats actuels avec ceux de précédentes enquêtes réalisées sur le même sujet, on constate au cours des dix dernières années une crispation croissante de l'opinion française au fur et à mesure que les négociations progressaient.

L'adhésion à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne

Question : Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne ?



En 2003, si les opposants étaient déjà majoritaires, ils ne l'étaient que légèrement puisque 46 % de nos compatriotes se déclaraient alors favorables à l'entrée de la Turquie. En septembre 2005, à la veille de l'ouverture des négociations officielles entre l'UE et la Turquie et après la victoire du « non » au référendum sur la constitution européenne, cette proportion est tombée à 35 %. Le fait qu'en 2004, la Commission européenne ait indiqué que « *la Turquie satisfaisait suffisamment à certains critères* » et qu'elle demandait donc aux dirigeants européens d'entamer les négociations d'adhésion l'année suivante avait contribué à alimenter le débat et la controverse à ce sujet à tel point que la question turque occupa une place importante durant l'intense campagne sur le Traité constitutionnel européen.

La hiérarchie des éléments ayant influencé le vote lors du référendum de 2005

Question : pour chacun des éléments suivants, diriez-vous qu'il va compter, beaucoup, un peu ou pas du tout dans votre vote pour le référendum ?

% de réponses « beaucoup »	Ensemble des Français	Electeurs de gauche	Electeurs de droite
Le contenu de la constitution	59 %	56 %	64 %
La situation économique et sociale	58 %	59 %	57 %
L'avancement de la construction européenne	51 %	51 %	53 %
Le débat sur l'entrée de la Turquie dans l'UE	34 %	26 %	46 %
L'action du Président de la République	27 %	29 %	25 %
La directive Bolkestein	27 %	27 %	28 %
L'action du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin	23 %	27 %	18 %

En avril 2005, cette question arrivait ainsi en quatrième position des éléments pouvant influencer le vote dans l'ensemble du corps électoral, l'électorat de droite se déclarant aussi sensible à cette question qu'à l'état d'avancement de la construction européenne, et si l'électorat de gauche mettait au même niveau la fameuse directive Bolkestein et la question turque, cette dernière pesait beaucoup plus que le « plombier polonais » à droite.

Dans un premier temps, le déclenchement de la crise économique et financière mondiale en septembre 2008, puis sa propagation à la zone euro (début 2010), n'ont pas eu d'impact significatif sur le rapport de l'opinion à l'égard de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne puisque le niveau d'adhésion est resté stable entre septembre 2005 (35 %) et septembre 2011 (31 %). Le second décrochage est intervenu plus récemment. Avec l'aggravation de la crise économique et les tensions croissantes au Proche-Orient (conflit en Syrie notamment), l'adhésion a chuté à 16 % en septembre 2012 et n'a pas remonté depuis deux ans de cet étiage extrêmement bas puisque nous sommes encore à seulement 17 % aujourd'hui.

Au total, l'adhésion de l'opinion française à l'entrée de la Turquie dans l'UE est passée en onze ans de 46 % en mai 2003 à 17 % aujourd'hui soit une chute de pas moins de 29 points, et ce alors même que durant cette période, les négociations officielles ont été lancées et que de nombreux chapitres ont été ouverts les uns après les autres (le dernier en date, le chapitre 22 « Politique régionale et coordination des instruments structurels » ayant été ouvert en novembre dernier).

Comme le montre le tableau suivant, la chute de l'approbation a concerné toutes les familles politiques mais avec des rythmes différents. La baisse la moins violente (-13 points) a été enregistrée dans l'électorat du FN, qui était, déjà en 2003, il est vrai, très majoritairement opposé à ce scénario. La chute en revanche a atteint pas moins de 35 points dans l'électorat UMP qui est aujourd'hui quasiment unanimement contre (à 93 %) alors qu'en 2003, un an après la réélection de Jacques Chirac, les électeurs de droite étaient assez partagés : 42 % en faveur et 55 % opposés. Cette évolution constitue un signe supplémentaire de la radicalisation de cet électorat sur les questions identitaires.

⁵ Sondage Ifop pour *le Journal du Dimanche*, réalisé par téléphone du 31 mars au 1er avril 2005 auprès d'un échantillon national représentatif de 868 personnes inscrites sur les listes électorales

L'évolution de l'adhésion à l'entrée de la Turquie dans l'UE selon la proximité partisane

% de réponses « favorables »	Mai 2003 (%)	Septembre 2005 (%)	Septembre 2012 (%)	Janvier 2014 (%)	<i>Evolutions Mai 2003/ Janvier 2014</i>
• Ensemble des Français.....	46	35	16	17	-29
• Sympathisants du PS.....	56	47	28	19	-37
• Sympathisants de l'UMP.....	42	23	8	7	-35
• Sympathisants du FN	23	16	4	10	-13

Mais ce mouvement n'a pas non plus épargné la gauche dans la mesure où le recul de l'approbation à l'adhésion de la Turquie a atteint 37 points dans l'électorat socialiste sur la même période. Alors qu'en 2003, une majorité des électeurs socialistes (56 %) soutenait ce projet, ils ne sont plus qu'un sur cinq aujourd'hui (19 %). L'approbation est devenue minoritaire au lendemain de la campagne référendaire de 2005 (47 %) et la baisse s'est ensuite amplifiée.

Le hiatus grandissant entre la poursuite du processus institutionnel d'adhésion et une opinion publique française réfractaire risque à terme de poser un sérieux problème politique et ce d'autant plus que l'opposition à ce projet n'est plus cantonnée depuis longtemps aux seuls rangs de la droite et de l'extrême-droite puisqu'elle est aussi désormais très largement majoritaire dans l'électorat socialiste.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.
Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises
jerome.fourquet@ifop.com